



## Agir activement pour mettre un terme à l'épidémie de VIH à Montréal

Le 1er décembre 2017, Montréal est devenue la première ville canadienne à rejoindre le réseau international des Villes sans sida, s'engageant ainsi à accélérer sa riposte à l'épidémie d'infections par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) en mettant les communautés au cœur de ses actions, pour atteindre des objectifs de l'ONUSIDA :

- ❖ 90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique,
- ❖ 90% des personnes qui connaissent leur séropositivité reçoivent des traitements antirétroviraux,
- ❖ 90% des personnes sous traitements antirétroviraux ont une charge virale indétectable.

Conscient.es que les champs de compétences de la Ville n'incluent pas la santé, cette dernière possède cependant de nombreux leviers pour contribuer à mettre un terme à l'épidémie de VIH à Montréal. À travers l'implication dans le réseau des villes sans sida et par conséquent, la signature de la *Déclaration de Paris*, les maire.esses s'engagent à :

2

- ❖ Mettre fin à l'épidémie de sida dans les villes
- ❖ Placer les personnes au cœur de toutes nos actions
- ❖ Traiter les causes de risque, de vulnérabilité et de transmission
- ❖ Utiliser notre riposte au sida pour une transformation sociale positive
- ❖ Construire et accélérer une riposte adaptée aux besoins locaux
- ❖ Mobiliser des ressources pour la santé publique et un développement intégré
- ❖ Nous rassembler en tant que leaders dans des actions conjointes

1. Votre parti s'engage-t-il à travailler pour l'élimination des préjudices causés par l'application de lois criminelles et la judiciarisation des personnes vivant avec le VIH, les personnes utilisatrices de drogues et les travailleuses-eurs du sexe (qui engendrent des risques de transmission du VIH), afin de contribuer significativement à améliorer la santé des personnes et celle des communautés ?

Notre parti est tout à fait sensible aux enjeux que vivent ces dernières, les personnes utilisatrices de drogues et les travailleuses-eurs du sexe et s'engage à travailler à l'élimination des préjudices qui les affectent. Ensemble Montréal pense que les Montréalais et l'ensemble des acteurs impliqués, incluant les agents du SPVM, doivent être davantage sensibilisés à ces enjeux. Pour le faire, il nous semble essentiel de renforcer les interventions conjointes de santé publique, sociales et de sécurité publique auprès des personnes vulnérables au VIH. Enfin, nous nous engageons à travailler de concert avec les organismes communautaires impliqués pour recenser les meilleures pratiques pour la déjudiciarisation des personnes les plus vulnérables, en

commençant par l'amendement de nos règlements municipaux dont l'application concrète a pour effet d'induire des comportements de profilage.

2. Votre parti s'engage-t-il à faire les représentations nécessaires auprès des gouvernements provincial et fédéral afin d'obtenir des moyens supplémentaires et spécifiques aux besoins de la région montréalaise qui présentent une prévalence du VIH et du VHC supérieure aux autres régions du Québec, pour favoriser un meilleur accès aux soins et services en termes de prévention et de prise en charge du VIH et des autres ITSS ?

Oui. Cet enjeu de santé publique doit faire l'objet d'une action concertée à tous les niveaux gouvernementaux afin de favoriser un meilleur accès aux soins et services en termes de prévention et de prise en charge du VIH et des autres ITSS.

3. Parmi les outils dont disposent les municipalités, y compris administratifs et juridiques, comment votre parti prévoit-il de mettre en pratique les éléments énoncés dans la déclaration de Paris pour traiter les facteurs qui rendent les personnes vulnérables au VIH ?

Avant toute chose, une administration Coderre-Gelly s'engage à présenter un nouveau plan d'action Montréal sans sida élaboré avec le milieu de la santé publique et le milieu communautaire et ainsi remplacer celui venu à échéance en 2020. Dans le cadre du *Fast Track Cities*, nous continuerons d'échanger l'expertise avec les villes et s'inspirer des meilleures pratiques en vue de traiter les facteurs qui rendent les personnes vulnérables au VIH. Par ailleurs, Ensemble Montréal est convaincu que la ville a un grand rôle à jouer pour prévenir et sensibiliser les Montréalais aux enjeux qui touchent les personnes vulnérables au VIH, notamment dans des lieux ciblés tels que les festivals. Enfin, Ensemble Montréal reconnaît l'importance de l'action des organismes communautaires et s'engage à cet effet à les financer sur trois ans et à la mission, en vue de leur offrir une stabilité suffisante pour répondre à leurs défis.

4. De quelle manière votre parti va-t-il parvenir à obtenir une meilleure cohérence des orientations et interventions de sécurité publique auprès des personnes et communautés vulnérables au VIH, avec les données disponibles dans la littérature scientifique, dans la recherche communautaire et les avis de santé publique ?

Comme mentionné plus haut, Ensemble Montréal commencera par élaborer un nouveau plan d'action concertée incluant tous les acteurs concernés, notamment le SPVM, les organismes communautaires, les acteurs du milieu de la santé. De cette façon, les interventions de sécurité publique s'intégreront dans une dimension sociale et de santé publique essentielle pour intervenir auprès des personnes et communautés vulnérables au VIH.

### **Sauver des vies grâce des services de réduction des méfaits et des politiques se basant sur des données probantes relativement aux drogues**

Depuis plusieurs années, la crise des surdoses prend de l'ampleur à Montréal. Une hausse de 25% des décès dûs à des surdoses a été enregistrée entre 2019 et 2021 . La contamination possible des substances consommées est un facteur important pour expliquer cette hausse, mais n'est pas la seule cause. La criminalisation et la stigmatisation des personnes qui

consomment des substances entraînent des conséquences majeures sur la santé physique et psychologique des personnes les plus marginalisées.<sup>4</sup>

5. Conformément à une motion adoptée plus tôt cette année, votre parti prendra-t-il les mesures nécessaires pour rapidement entamer les démarches en vue de demander une exemption à l'Agence de Santé Publique Canada concernant la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* dans le but de décriminaliser de la possession simple de drogue sur le territoire de Montréal, comme Vancouver et Toronto l'ont déjà fait?

Ultimement, la décriminalisation de la possession simple de drogue n'est pas une compétence des municipalités mais bien du gouvernement fédéral. Cela dit, en tant que gouvernement de proximité, Ensemble Montréal prendra ses responsabilités pour soutenir la mise en place d'actions de réduction des méfaits en collaboration avec les gouvernements fédéral et provincial, le milieu de la santé et les organismes impliqués. Ces derniers sont des acteurs essentiels dont l'expertise doit être mise à contribution.

6. Face aux enjeux auxquels la ville fait face actuellement au niveau des surdoses mais aussi en regard au niveau élevé de consommation de substances dans la population montréalaise, pensez-vous que la ville devrait se doter d'une stratégie en réduction des méfaits, comme c'est notamment le cas dans d'autres municipalités au pays? Si tel est le cas, quelles en seraient ces dimensions prioritaires et comment comptez-vous structurer le développement de cette stratégie pour bénéficier de l'expertise des acteurs communautaires et des personnes faisant usage de substances?

Notre parti est tout à fait conscient que la crise des opioïdes est un enjeu de santé publique de première importance au Canada, au Québec et à Montréal. Cette crise persiste depuis des années et déjà à l'époque, des actions de réduction des méfaits avaient été nécessaires : trois centres d'injection supervisés ont ouvert leurs portes à Montréal en 2017. Ensemble Montréal s'engage à continuer d'appliquer cette approche de réduction des méfaits et à élaborer une stratégie de santé urbaine visant notamment à la mise en place de projets pilotes en santé urbaine, le tout en collaboration avec les gouvernements fédéral et provincial et les organismes impliqués. Nous allons nous asseoir avec l'ensemble des acteurs pour établir quelles actions seraient les plus pertinentes à mettre en place à Montréal (centre d'injection supervisé, analyse de la composition des substances (*testing*), etc.) en regardant ce qu'il se fait ailleurs au Canada et dans le monde.